

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
CS80145  
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 11 février 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GEODIS D&E Sarthe - Becquerel**

12 Rue Antoine Becquerel  
CP 80531  
72100 Le Mans

Références : 2025-73\_INSP\_GEODIS D&E – Le Mans\_RAP  
Code AIOT : 0006302057

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/01/2025 dans l'établissement GEODIS D&E Sarthe - Becquerel implanté Z.I. sud – 12 rue Antoine Becquerel CP 80 531 72 100 Le Mans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GEODIS D&E Sarthe - Becquerel
- Z.I. sud – 12 rue Antoine Becquerel CP 80 531 72 100 Le Mans
- Code AIOT : 0006302057
- Régime : Autorisation (probable futur E)
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société GEODIS D&E exploite, sur le territoire de la commune du Mans, un entrepôt logistique stockant des matières combustibles.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9	Demande d'action corrective	60 jours
4	Installations électriques: vérifications et entretien	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - art 15	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Situation administrative: état des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - art 1.4	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie : entretien	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - art 13	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux évolutions des activités du site, la situation administrative de l'établissement est susceptible de nécessiter une mise à jour. L'exploitant doit notamment se positionner sur les activités classées au titre des rubriques ICPE 1510, 2910 et 2925.

Par ailleurs, les constats de l'inspection précédente, en date du 07/05/2020, sont soldés. L'exploitant doit néanmoins transmettre à l'inspection son dernier rapport de contrôle Q19.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Tenue à jour de la situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  La situation administrative du site doit être à jour, par rapport à la nomenclature des installations classées en vigueur.

## Constats :

La dernière mise à jour de la situation administrative a été réalisé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/11/2017. Selon le tableau de classement de cet arrêté, en prenant en compte l'évolution de la nomenclature des installations classées, l'installation est classée au titre des rubriques ICPE suivantes:

- 1510.2b: activité de stockage de matière combustible en entrepôt couvert, pour un volume d'entrepôt de 328 920 m<sup>3</sup>, classée au régime de l'enregistrement E (anciennement 1510.1 régime A).
- 1435.2: activité de station service privée, pour un volume de gasoil distribué de 900 m<sup>3</sup>/an, classée au régime de la déclaration soumise à contrôle périodique.
- 2718.2: activité de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, pour une quantité susceptible d'être présente dans l'installation de 350 kg, classée au régime de la déclaration soumise à contrôle périodique.
- 2910.A2: activité de combustion, pour une puissance thermique de 3,5 MW, classée au régime de la déclaration soumise à contrôle périodique.
- 2925.1: activité de charge de batteries pouvant produire de l'hydrogène, pour une puissance supérieure à 50 kW, classée au régime de la déclaration.

L'établissement était précédemment classé au titre de la rubrique 2180, qui portait sur l'activité de fabrication et de dépôt de tabac, pour une quantité susceptible d'être emmagasinée de 15 431 tonnes. Cette rubrique a cependant été abrogée en 2018.

Au cours de l'inspection, un point a été réalisé sur les rubriques ICPE au titre desquelles l'établissement demeure soumis à classement.

Rubrique 1510: l'établissement n'a pas fait l'objet de modifications sur cette activité depuis 2017.

L'intitulé de la rubrique 1510 a cependant été modifié par le décret n° 2020-1169 du 24/09/20 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.

Elle devient :

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :

1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de [l'article R. 122-2 du code de l'environnement](#) (A-1)

2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :

- a) Supérieur ou égal à 900 000 m<sup>3</sup>(A-1)
- b) Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup>(E)
- c) Supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup>(DC)

Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits

combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.

L'exploitant sollicitera le bénéfice de l'antériorité pour cette rubrique et validera qu'il soit soumis au titre de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 à :

- l'annexe IV Point I
- l'annexe VII Point 1,
- l'annexe VIII.

Le guide entrepôts - version 4 de juin 2024 pourra si nécessaire être utilisé :

[https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM\\_juin2024.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM_juin2024.pdf)

Rubrique 1435: le volume de carburant distribué annuellement est à présent d'environ 500 m<sup>3</sup> de gasoil. Le classement de ces installations n'est pas modifié.

Rubrique 2718: l'activité relative aux déchets dangereux a fortement diminué mais demeure existante. L'exploitant déclare vouloir conserver son classement au titre de cette rubrique ICPE.

Rubrique 2910: la puissance des chaudières de l'établissement a diminué. L'établissement compte actuellement un total de 3 chaufferies. La puissance thermique nominale de ces installations n'a pu être confirmée lors de l'inspection et il n'a pas été possible de vérifier si elle est supérieure au seuil de classement.

Rubrique 2925: la puissance de charge actuelle est de 46 kW et est donc inférieure au seuil de classement, fixé à 50 kW.

Enfin, l'exploitant a changé de dénomination sociale en 2023, passant de la dénomination CALBERSON SMTR à GEODIS D&E Sarthe – Becquerel. Il a notifié ce changement à la préfecture de la Sarthe par courrier en date du 25 août 2023.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 60 jours, l'exploitant doit positionner sur le classement éventuel de son établissement au titre des rubriques ICPE 2910 et 2925. Le cas échéant, il doit procéder à la mise à jour de sa situation administrative pour ces activités.

L'exploitant sollicitera le bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 1510 en s'appuyant sur le guide entrepôts - version 4 de juin 2024 et confirmera les dispositions applicables de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### **N° 2 : Situation administrative: état des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - art 1.4

**Thème(s) :** Situation administrative, Rubriques ICPE et quantités des produits stockés

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

[...]

#### **Constats :**

##### **Inspection du 07/05/2020, écart NC1:**

Un état des stocks au 15 mai 2020 a été présenté. Cet état des stocks ne permet pas de connaître la quantité et/ou le volume des produits stockés dans l'entrepôt par rubrique ICPE.

Afin de s'assurer du classement administratif au titre des rubriques ICPE, l'état des stocks doit comporter la rubrique ICPE ainsi que la quantité et/ou le volume associé.

##### **Constat de l'inspection du 07/01/2025:**

L'exploitant a présenté et fourni copie à l'inspection d'un état des stocks, en date du 31/12/2024, différenciant les matières stockées en fonction des rubriques ICPE portant sur le stockage des diverses matières combustibles susceptibles d'être présentes au sein des installations. Les rubriques retenues sont les suivantes: 1510, 1530, 1532 et 2663.2b. Cet état des stocks précise le volume et la masse par catégories de matières combustibles et par bâtiment de stockage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie: entretien**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - art 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Actions correctives

##### **Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  
[...]

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

[...]

**Constats :****Inspection du 07/05/2020, écart NC2:**

Le dernier rapport de vérification des RIA réalisée le 30/12/2019 par le Bureau Véritas nous a été transmis. Ce rapport fait état d'écarts dans les 4 bâtiments du site, dont certains ont déjà signalés lors des précédents contrôles.

Depuis ce contrôle, certaines actions ont été engagées et réalisées. Pour les autres remarques, des devis ont été demandés, mais la situation sanitaire lié au COVID a retardé l'avancée sur les travaux visant à remettre les RIA en conformité.

L'exploitant est tenu de fournir un plan d'actions correctives, assorti d'un échéancier.

**Constat de l'inspection du 07/01/2025:**

Par courrier daté du 10/07/2020, l'exploitant a indiqué que la remise en conformité des RIA serait effectué pour septembre-octobre 2020.

L'exploitant fait procéder à des vérifications des RIA annuellement. L'exploitant a présenté et fourni copie à l'inspection du rapport faisant suite à la vérification réalisée le 13/06/2024. Ce rapport ne mentionne aucune anomalie.

L'exploitant a également transmis à l'inspection copies des comptes rendus de la dernière vérification périodique des extincteurs de l'établissement, datés du 06/05/2024. Ces comptes rendus concluent que l'installation est conforme, aucune anomalie n'étant relevée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Installations électriques: vérifications et entretien**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - art 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Réalisation de contrôles et des actions correctives

**Prescription contrôlée :**

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

**Constats :****Inspection du 07/05/2020, écart NC3:**

Un contrôle des installations électriques a été réalisé en janvier 2020 (cf références des rapports dans la partie contrôle sur pièces). Le rapport Q18 pour les bâtiments C et D conclut que les installations électriques des bâtiments précités présentent des risques d'incendie et d'explosion.

L'exploitant est tenu de nous présenter, dans les meilleurs délais, un plan d'actions correctives de mise aux normes des installations électriques des bâtiments C et D, faute de quoi un arrêté de mise en demeure sera proposé au préfet.

Le rapport Q19 en date du 14/04/2020 fait état d'une anomalie de priorité 2. La maintenance des transformateurs qui intégrera la réparation de l'anomalie a été budgétisée pour 2020. L'exploitant doit organiser les modalités d'intervention avec les différents intervenants : prestataires

électriciens, service informatique et ENEDIS. Ces opérations sont conséquentes, c'est pourquoi ENEDIS demande un délai d'un mois pour valider le planning.

Un nouveau contrôle par thermographie après travaux sera transmis à l'inspection afin de s'assurer que l'anomalie relevée est bien soldée.

**Constat de l'inspection du 07/01/2025:**

Par courriel du 20/12/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les fiches Q18 correspondant aux dernières vérifications des installations électriques, réalisés le 19/01/2024 pour les bâtiments A, C et D, et le 22/01/2024 pour les bâtiments B, E, F et G.

L'exploitant a également transmis le rapport du dernier contrôle thermographique, effectué le 23/01/2024. L'ensemble de ces vérifications ont été réalisées par l'organisme de contrôle Bureau Veritas.

Les fiches Q18 indique que les installations ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion. Aucun danger n'est répertorié. Le rapport de contrôle thermographique ne relève aucune anomalie.

Les fiches Q18 précisent que la vérification des installations est partielle. L'exploitant a transmis à l'inspection un extrait du rapport de vérification visant à expliquer le caractère partiel de celle-ci. Les éléments non vérifiables listés sont des éclairages considérés par le vérificateur comme hors de portée car situés à plus de 3 mètres de hauteur.

Il n'est pas réalisé de coupure générale d'électricité, sauf lors des opérations d'entretien des transformateurs. Le prochain entretien est programmé pour le 25/01/2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 60 jours, l'exploitant transmettra à l'inspection le dernier rapport de vérification des installations électriques par thermographie infrarouge (Q19).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours